
RÉDUCTIONS ET CRÉDIT D'IMPÔT

IMPORTANT : Si vous ne joignez pas les justificatifs à votre déclaration, la réduction d'impôt ne vous sera pas accordée. Cependant, si vous souhaitez remplir et transmettre votre déclaration en utilisant le serveur internet du Ministère des finances, l'administration admet que ces documents soient fournis ultérieurement si votre centre des impôts vous les demande.

Les réductions d'impôt

Dons aux oeuvres

(art 200 du CGI)

Depuis le 1^{er} janvier 2003 le taux de la réduction d'impôt a été porté à **75 % pour les dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté** et à **66 % pour les autres dons aux œuvres** avec une définition plus souple des associations ou organismes qui peuvent y ouvrir droit.

Le montant global des versements est retenu dans la limite de 20 % du revenu imposable. Si le montant des dons excède cette limite, l'excédent ouvre droit à la réduction d'impôt, dans les mêmes conditions au titre des cinq années suivantes.

Pour 2008, la réduction de 66 % est aussi étendue aux organismes qui présentent des œuvres culturelles au public.

Dons effectués à des organismes d'aide aux personnes en difficulté (case 7UD) : Si vous avez versé plus de 495 € à ces organismes, reportez l'excédent case 7UF de votre déclaration.

LE PLUS CFTC

Les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité associative pour la participation à des actions sociales des organismes prédéfinis peuvent également ouvrir droit à réduction d'impôt sous réserve qu'ils soient justifiés, comptabilisés par l'organisme et que le bénévole ait renoncé à tout remboursement.

Cotisations syndicales

(art 199 quater du CGI)

Les salariés du secteur privé ou public et les retraités adhérents peuvent déduire les cotisations versées à des syndicats professionnels, représentatifs, dotés de la personnalité civile et assurant la défense des salariés, fonctionnaires ou retraités. Pour les **cotisations syndicales** versées en 2008, le taux de la réduction d'impôt est de 66 %, sans toutefois dépasser 1 % du revenu brut imposable en cause.

ATTENTION : Si vous avez opté pour les frais réels, ces montants sont à ajouter aux frais déclarés.

Frais de scolarisation des enfants

(art 199 quater F du CGI)

Cette mesure concerne les enfants à votre charge qui poursuivent des études secondaires ou supérieures. Montant de la réduction :

- 61 €par enfant inscrit dans un collège ;
- 153 €par enfant inscrit dans un lycée ;
- 183 €par enfant inscrit dans un établissement supérieur.

L'enfant doit être scolarisé au 31 décembre de l'année 2008. De plus, en cas de garde partagée, ce montant est divisé par deux.

Dépenses d'hébergement dans un établissement de long séjour ou dans un centre de cure médicale

(art 199 quinquies du CGI)

Les dépenses de cette nature ouvrent droit à une réduction de 25 % de leur montant (plafonné à 10 000 €) soit une réduction maximale pour l'année 2008 de 2 500 €. Cette réduction était réservée précédemment aux couples dont l'un des conjoints âgé de plus de 70 ans était hébergé dans les conditions précitées alors que l'autre demeurait au domicile conjugal. Désormais, la réduction d'impôt bénéficie à tous les contribuables quel que soit leur âge et quelle que soit leur situation de famille.

Depuis 2003, la réduction d'impôt dépendance est étendue à tous les établissements engagés dans la réforme sociale, qu'une convention ait déjà été signée ou qu'ils soient soumis à une tarification ternaire (soins, dépendance et hébergement).

Réduction d'impôt en cas de divorce

(art 199 octodécies du CGI)

Prestation compensatoire en cas de divorce sous forme d'un capital versé sur une période maximale d'un an.

Les prestations compensatoires en capital versées sous forme de sommes d'argent effectuées sur une période au plus égale à 12 mois à compter de la date du jugement de divorce, suivent le régime des réductions d'impôt.

Cette réduction est égale à 25 % du montant des sommes versées en application du jugement de divorce et ce dans la limite de 30 500 € pour la période de 12 mois.

Lorsque les versements sont répartis sur deux années civiles, il faut appliquer la règle du prorata temporis pour chacune des années concernées.

Cette mesure s'applique aux versements effectués en application de jugements de divorce prononcés à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

Investissements immobiliers locatifs dans le tourisme

Le dispositif de réduction d'impôt en faveur des investissements immobiliers dans le secteur locatif touristique concerne les sommes engagées avant le 31 décembre 2010. Pour entrer dans le champ d'application des réductions d'impôt, il faut que les logements soient situés dans des résidences de tourisme classées.

Depuis 2005 de nouveaux zonages s'appliquent : les logements neufs ou en l'état futur d'achèvement doivent être situés dans une commune d'une zone de revitalisation rurale, d'une zone "objectif 2" ou dans une commune située dans le périmètre d'intervention d'un établissement chargé de l'aménagement d'une agglomération nouvelle.

Depuis 2004, le plafond des dépenses ouvrant droit à réduction d'impôt est porté à 50 000 € pour une personne seule et à 100 000 € pour un couple marié ou pacsé. Les taux de réductions d'impôt varient selon la date et le type d'investissement réalisé (neuf, ancien, avec ou sans travaux...).

Les situations étant variées, pour de plus amples renseignements n'hésitez pas à contactez votre centre des impôts ou à consulter le site www.impôts.gouv.fr.

Primes des rentes survie et contrats épargne handicap

Les primes versées sur un contrat d'assurance-vie sont exclues du dispositif.

Depuis 2005, seules les primes versées sur un contrat de rente survie ou sur un contrat épargne handicap ouvrent droit à une réduction d'impôt.

➤ Rente survie

Contrat qui garantit le versement d'un capital ou d'une rente à un enfant handicapé lors du décès de ses parents.

➤ Epargne handicap

Mêmes stipulations que ci-dessus, mais au profit d'un assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité qui l'empêche de travailler. Ce contrat doit avoir une durée minimale de 6 ans.

Quelles que soient leur date de conclusion et leur durée, ces contrats ouvrent droit à une réduction d'impôt de 25 % des primes payées en 2008 dans la limite de 1 525 € (quelle que soit votre situation familiale) majorés de 300 € par enfant à charge (150 € en cas de garde alternée).

Dans l'hypothèse de la souscription concomitante à des contrats d'épargne handicap et d'une rente survie, cette limite s'applique à l'ensemble des contrats conclus.

Travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés monuments historiques

Au titre des dépenses de travaux de conservation ou de restauration engagées en 2008 par les propriétaires d'objets mobiliers classés monuments historiques. L'objet doit être exposé au public dès la fin de sa restauration et pour une durée d'au moins 5 ans. La réduction est égale à 25 % des dépenses dans la limite annuelle de 20 000€ par contribuable.

Les crédits d'impôt

Frais de garde des enfants

(LF 2005 ; CGI, art. 200 quater B)

Vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt égal à **50 %** des dépenses que vous engagez pour la garde de vos enfants à charge âgés de moins de 6 ans au 1^{er} janvier de l'année des revenus.

Les frais de garde retenus sont les sommes versées :

- à une assistante maternelle titulaire de l'agrément défini à l'article L. 421-1 du Code de l'action sociale et des familles ;
- à un établissement de garde répondant aux conditions prévues à l'article L. 2324-1 du Code de la santé publique (crèche, garderie, halte-garderie, centre de loisirs sans hébergement et garderie scolaire) ;
- à des personnes ou établissements établis dans un autre État membre de la Communauté européenne, en Suisse ou à Monaco, à condition qu'ils soient soumis à une réglementation équivalente à celle exigée pour les gardes effectuées en France.

Ces dépenses correspondent à une **garde à l'extérieur** de votre domicile. Pour la garde des enfants au domicile, voir réduction ou crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié au domicile.

Aucune condition relative à l'exercice d'une activité professionnelle par le ou les parents des enfants pour lesquels les frais de garde sont engagés, n'est imposée.

Le crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses engagées, retenues dans la limite annuelle de 2 300 € par enfant de moins de 6 ans. Les dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ne sont pas limitées au montant des revenus professionnels.

En cas de résidence alternée le montant de cette réduction est divisé par deux. Il vous faut indiquer sur la déclaration de revenus les nom et adresse du prestataire de la garde (voir cadre approprié de l'imprimé 2042C).

Emploi d'un salarié à domicile

(LF 2005 ; CGI, art.199 sexdecies)

A compter de l'imposition des revenus de 2007, les sommes versées au titre de l'emploi d'un salarié à domicile (résidence principale ou secondaire) ouvrent droit à un avantage fiscal qui prend la forme :

- d'un **crédit d'impôt** pour les personnes qui exercent une activité professionnelle ou qui sont inscrites comme demandeur d'emploi pendant au moins 3 mois au cours de l'année du paiement des dépenses. Dans un couple marié ou pacsé, les deux conjoints doivent remplir l'une ou l'autre de ces conditions. Le crédit d'impôt est également accordé à un couple marié ou pacsé dont l'un des conjoints exerce une activité professionnelle ou est inscrit comme demandeur d'emploi et dont l'autre conjoint :
 - poursuit des études supérieures ou est en congé individuel de formation ;
 - ou est atteint d'un handicap (titulaire d'une pension d'invalidité prévue à l'article 173 du code de l'action sociale et des familles, titulaire de l'allocation aux adultes handicapés)
 - ou atteint d'une maladie comportant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse;
 - ou travaille dans l'entreprise de son conjoint exploitant individuel sans déclarer de revenu professionnel.

La case DG doit être cochée si l'un des conjoints ou une personne à charge à la carte d'invalidité d'au moins 80 % ou si elle a été demandée avant le 1^{er} janvier 2008, même si elle n'est pas encore attribuée.

- d'une **réduction d'impôt** pour les personnes qui ne remplissent pas ces conditions ou lorsque l'emploi est exercé à la résidence d'un ascendant âgé de plus de 65 ans bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie

Pour le calcul du crédit d'impôt et de la réduction d'impôt, le plafond de dépenses engagées en 2008 pour l'**emploi d'un salarié à domicile** s'établit à 12 000 € majoré de 1 500 € par enfant à charge et au titre de chacun des membres du foyer fiscal âgé de plus de 65 ans. La majoration s'applique également lorsque le contribuable rémunère un salarié au domicile d'un ascendant bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie et âgé de plus de 65 ans.

Le plafond majoré ne peut toutefois pas excéder 15 000 €. Le taux de réduction est égal à 50 %

Le plafond des dépenses est porté à 20 000 € lorsqu'un membre du foyer est titulaire de la carte d'invalidité ou perçoit une pension d'invalidité de 3^e catégorie ou lorsqu'un des enfants à charge ouvre droit au complément d'allocation d'éducation spéciale.

Intérêts d'emprunt pour acquisition de son habitation principale

A compter de l'année des revenus 2007, vous pouvez à nouveau bénéficier d'une réduction d'impôt en ce qui concerne les intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition ou la construction de votre habitation principale, aux conditions suivantes : l'acquisition doit avoir été réalisée à compter du 6 mai 2007 ou la construction doit avoir débuté à compter de cette date.

Pour l'appréciation de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt :

- la date d'acquisition d'un logement achevé ou d'un logement en état futur d'achèvement (VEFA) s'entend de la signature de l'acte authentique d'achat ;
- la date du début de la construction d'un logement s'entend de celle du dépôt du document d'urbanisme préalable au début des travaux, c'est-à-dire de la déclaration d'ouverture de chantier prévue à l'article R.424-16 du code l'urbanisme.

Le crédit d'impôt s'applique aux intérêts payés à compter du 6 mai 2007 au titre des constructions ou acquisitions de logements intervenues à compter de cette date.

Le crédit d'impôt est calculé sur les intérêts versés au titre des cinq premières annuités de remboursement du prêt, retenus dans la limite annuelle de :

- 3 750 € pour une personne seule
- 7 500 € pour un couple soumis à imposition commune, majorée de 500 € par personne à charge.

Ces limites sont portées respectivement à 7 500 € et à 15 000 € lorsqu'au moins l'un des membres du foyer (le contribuable, l'un des conjoints ou l'un des enfants ou des personnes à charge) est handicapé.

Le crédit d'impôt est calculé au taux de :

- 40 % pour les intérêts de la première annuité,
- 20 % pour les intérêts des 4 annuités suivantes.

Vous pouvez avoir acquis l'habitation principale directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés qui le met gratuitement à votre disposition.

Dans ce dernier cas, le crédit d'impôt est calculé :

- soit sur les intérêts payés par la société à proportion de la quote-part de vos droits dans la société
- soit sur les intérêts des emprunts que vous avez personnellement contractés pour faire votre apport à la société ou pour acquérir les actions ou parts représentatives du logement qui vous est attribué.

L'acquisition par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés n'ouvre pas droit au crédit d'impôt si vous avez déjà été propriétaire du logement, directement ou par l'intermédiaire d'une société non soumise à l'impôt sur les sociétés.

IMPORTANT : Il existe maintenant deux cases pour les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de l'habitation principale

La case 7VY où il faut indiquer le montant des intérêts versés en 2008 afférents à la première annuité de remboursement du prêt (taux 40 %)

La case 7VZ où il faut indiquer le montant des intérêts versés en 2008 afférents à la deuxième annuité de remboursement du prêt (taux 20 %)

Les dépenses d'équipement de l'habitation principale

Les dépenses d'équipement de l'habitation principale engagées entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2012 ouvrent droit, selon leur nature, à un crédit d'impôt en faveur du développement durable ou à un crédit d'impôt en faveur de l'aide aux personnes :

Le taux du crédit d'impôt en faveur du **développement durable** est fixé à :

- 15 % du prix d'acquisition des chaudières à basse température
- 25 % du prix d'acquisition des chaudières à condensation, de matériaux d'isolation thermique et d'appareils de régulation de chauffage. **Ce taux est porté à 40 %** lorsque ces dépenses sont effectuées au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant celle de l'acquisition d'un logement achevé avant le 1^{er} janvier 1977 ;
- 25 % pour les acquisitions d'équipements de raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou par une installation de cogénération ;
- 50 % du coût des équipements de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable et des pompes à chaleur dont la finalité essentielle est la production de chaleur, pour les travaux réalisés entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2009.

La base du crédit d'impôt est égale au prix d'acquisition TTC des équipements figurant sur la facture délivrée par l'entreprise qui a réalisé les travaux. **Le coût de la main d'œuvre est exclu.**

Les dépenses liées au développement durable, engagées du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2012, sont retenues dans la limite de 8 000 € pour une personne seule et de 16 000 € pour un couple marié ou pacsé. Cette limite est majorée de 400 € par personne à charge.

Le taux du crédit d'impôt en faveur de **l'aide aux personnes** (CGI, art. 200 quater A) est fixé à :

- 25 % du montant des dépenses d'installation et de remplacement d'équipements spécialement conçus pour les personnes âgées ou handicapées,
- 15 % du montant des dépenses d'acquisition d'ascenseurs électriques à traction installés dans un immeuble collectif et des travaux de prévention des risques technologiques.

Le crédit d'impôt s'applique au coût de la main d'œuvre (sauf pour les ascenseurs électriques) et au prix d'achat des équipements TTC facturés par l'entreprise qui réalise les travaux.

Les dépenses en faveur de l'aide aux personnes, engagées du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2009, ouvrent droit au crédit d'impôt dans la limite de 5 000 € pour une personne seule et de 10 000 € pour un couple marié ou pacsé. Cette limite est majorée de 400 € par personne à charge.

Crédit d'impôt en faveur des étudiants

(LF 2006 ; CGI, art. 200 terdecies)

Un crédit d'impôt est prévu en faveur des **étudiants** âgés de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, inscrits dans l'enseignement supérieur, qui contractent un prêt entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2008, en vue du financement de leurs études.

Le crédit d'impôt est égal à 25 % des intérêts d'emprunt, retenus dans la limite annuelle de 1 000 €, payés au titre des 5 premières annuités de remboursement. Le crédit d'impôt est accordé à compter de l'année au cours de laquelle le souscripteur du prêt constitue un foyer distinct.

IMPORTANT : deux nouvelles cases font leur apparition pour les intérêts des prêts étudiant. Si vous souscrivez pour la première fois une déclaration de revenus, il faut indiquer en case 7UK les intérêts versés en 2008. De plus, indiquez en ligne 7VO le nombre d'années de remboursement de prêt avant 2008 (limité à 2005) et en ligne 7TD les intérêts versés au cours des années antérieures à 2008 (dans la limite de 1 000 € multiplié par le nombre d'année en case 7VO

Crédit d'impôt pour emploi dans un secteur d'activité en difficulté de recrutement

(ordonnance du 2 août 2005 ; CGI, art. 200 decies)

Les **jeunes de moins de 26 ans** qui prennent un emploi dans un secteur d'activité connaissant des difficultés de recrutement peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt accordé à l'issue d'une d'activité de 6 mois ayant débuté entre le 1^{er} juillet 2005 et le 31 décembre 2007.

Le crédit d'impôt peut être demandé sur des imprimés spécifiques : l'un est déposé par anticipation dans les deux mois suivant l'expiration de la période d'activité de six mois ; l'autre doit être joint à la déclaration de revenus de l'année au cours de laquelle s'est achevée la période de six mois.

Le crédit d'impôt est égal à :

- 1 500 € lorsque les revenus perçus au cours des six mois d'activité sont compris entre 2 970 € et 10 060 € ;
- 75 % de la différence entre 12 060 € et le montant des revenus d'activité des 6 mois, lorsque les revenus sont compris entre 10 060 € et 12 060 €

Le crédit est accordé s'il est au moins égal à 25 €. Le revenu fiscal de référence doit être inférieur à 25 000 € pour une personne seule et à 50 000 € pour un couple, majorés de 4 276 € pour chaque demi-part de quotient supplémentaire.

Le crédit peut être régularisé, le cas échéant, lors de l'imposition des revenus de l'année du versement. Il n'y a plus de versement anticipé.

Crédit d'impôt pour transfert de domicile

(CGI, art. 200 duodecies)

Les personnes inscrites en tant que demandeurs d'emploi, les titulaires de minima sociaux et les personnes licenciées pour motif économique qui **transfèrent leur habitation principale à plus de 200 kms** pour exercer une activité salariée bénéficient d'un crédit d'impôt de 2 000 €

L'activité doit avoir débuté entre le 1^{er} juillet 2005 et le 31 décembre 2007 et avoir été exercée pendant au moins six mois consécutifs. L'aide à la mobilité est accordée une seule fois au titre de la période qui a débuté entre le 1^{er} juillet 2005 et le 31 décembre 2007.

Pour en bénéficier au titre de l'année 2008, la fin des six mois de votre nouvelle activité doit se situer en 2008.